



Madame la Présidente,

C'est dans un contexte revendicatif chargé que vous re-convoquez un comité technique, dont nous avons boycotté la première séance. Nous ne siégerons pas aujourd'hui encore, car cette instance ressemble actuellement plus à une chambre d'enregistrement qu'à une instance de dialogue.

Depuis de longues semaines, dans tous les départements et notamment le Val-de-Marne, des grèves et des mobilisations sont menées par les agents des Finances Publiques à la fois contre le projet de loi de transformation de la Fonction publique mais aussi contre le projet de « géographie revisitée ».

Les conséquences de ces mesures ne feront en effet qu'aggraver les conditions de travail des agents et auront obligatoirement de lourdes conséquences sur leur vie personnelle.

Les résultats de l'observatoire interne mais aussi ceux du tableau de bord de veille sociale du Val de Marne pour 2018 que vous nous présentez aujourd'hui sont déjà alarmants.

La liste des actions présentes dans les DUERP et le PAP, autre point de l'ordre du jour, est également inquiétante.

Vous avez, à plusieurs reprises, souligné votre souhait de dialogue avec les personnels et leurs représentants pendant la phase de concertation. Or, force est de constater, que ce dialogue est *de facto* impossible puisque vous n'avez aucune marge de manœuvre réelle, sauf peut-être calendaire.

Vous appliquez scrupuleusement les consignes et le vocabulaire de la Direction Générale, sans vouloir entendre la demande de retrait du « nouveau réseau de proximité » émise par nos collègues. De réunions en réunions d'informations, vous écoutez poliment les questions ou remarques des collègues mais jamais ou rarement, vous ne semblez entendre...

Notre organisation syndicale est profondément attachée au dialogue social. Or nous ne pouvons à ce jour que constater que votre loyauté à votre hiérarchie est totalement incompatible avec un dialogue

tel que nous le concevons. Nous ne voulons pas cautionner votre projet destructeur, en participant à un simulacre de discussion.

Nous souhaiterions également vous donner notre « avis » sur ce projet de « nouveau réseau de proximité » et non limiter ce point à une simple « information ».

Pour F.O. DGFIP, ce projet est en réalité une opération pure de simple de destruction de la DGFIP, employant des arguments faussés voire mensongers à l'égard des élus et des personnels.

Pour F.O. DGFIP, augmenter la présence des services publics dans les territoires, ce n'est pas remplacer les Trésoreries par un agent multitâche mis à disposition dans un point de contact ou dans une maison « France Services » avec une station informatique connectée (ordinateur en libre service).

Pour F.O.-DGFIP, tous les Val de Marnais sont en droit d'attendre autre chose qu'un service public uniquement sur internet ou bien des permanences épisodiques en vidéo-conférence, les considérant ainsi comme des administrés « de seconde zone ».

C'est pourquoi, nous revendiquons le retrait immédiat de votre projet de « nouveau réseau de proximité » et l'arrêt des suppressions d'emplois.

Depuis plusieurs mois, les attaques contre le service public, les personnels et leurs représentants sont d'une violence sans précédent. Les conséquences pour nos collègues sont très inquiétantes.

La finalité de la réorganisation passée de France-Télécom et actuelle pour la DGFIP est la même. Les moyens employés pour y parvenir sont identiques : externalisations des missions, précarisation des agents et destruction du statut.

Le projet actuel de la loi de transformation de la fonction publique vise en effet à transformer le statut de la fonction publique en une coquille vide ! L'objectif est de créer un système à l'américaine où les fonctionnaires ne seraient plus au service de la collectivité publique, mais des politiques du moment.

À travers le recrutement de contractuels et la rupture conventionnelle envisagée, ce sera la boîte à outils permettant d'exercer toutes sortes de pressions sur les fonctionnaires. C'est le modèle républicain qui est remis en cause ; pour FO, c'est inacceptable !

En ce qui concerne les autres points de l'ordre du jour de cette séance, le document de synthèse annuel que vous présentez en tant que document « publicitaire » à destination de l'extérieur, décrit plus ce qui « se passe au pays des Bisounours » que la réalité quotidienne au sein de nos services.

D'autre part, nous constatons que la réorganisation des secteurs d'assiette du SIP de MAISONS-ALFORT vous permet d'entériner la suppression d'un poste de contrôleur alors qu'en parallèle, l'un des motifs invoqués dans la fiche de présentation, est l'augmentation de la charge de travail. Les collègues sont à nouveau pressés de toujours « faire plus » avec « toujours moins » !

Concernant la formation professionnelle, nous souhaitons souligner le très grand professionnalisme des collègues qui travaillent dans ce service mais aussi la très grande implication des formateurs occasionnels.

Pour FO, le développement de la e-formation permet certes de réaliser de fortes économies mais ne répond que très partiellement aux besoins. Nos missions et nos structures sont en perpétuelles réorganisations et cela va s'accroître... la formation devrait donc être renforcée. Or, au vu du plan départemental de formation présenté, c'est loin d'être suffisant selon nous...

Pour toutes ces raisons qui ne sont d'ailleurs pas exhaustives, nous quittons cette enceinte.